

Communiqué de presse

Contre les spéculateurs partout, du logement social ici, et maintenant!

Québec, le 20 mai 2025 – Dans le cadre de la semaine nationale d'actions et d'occupations du FRAPRU, la Table citoyenne Littoral Est demande aux gouvernements municipal et provincial de mettre en place des moyens concrets pour bonifier l'offre de logement social afin qu'il atteigne 20% du marché locatif d'ici 15 ans.

La gentrification et la spéculation se répandent dans nos quartiers

Nous nous trouvons ce matin au coin du boulevard Henri-Bourassa et du chemin de la Canardière. Juste en face, une ancienne RPA a été convertie en logements hors de prix: au "Mezz", un trois et demi coûte 1350\$ par mois. Un peu plus au nord sur le boulevard Henri-Bourassa, cinq terrains ont été rachetés par un promoteur immobilier et des locataires ont récemment appris qu'ils seront évincés. Enfin, l'ancien emplacement de Gaétan Moto, où notre action se déploie ce matin, a récemment été vendu par le groupe Brivia. L'automne dernier, nous avons interpellé la Ville de Québec afin qu'elle mette ce terrain à l'abri de la spéculation en utilisant sa réserve foncière destinée au logement social, demande à laquelle elle n'a pas donné suite. « Quel manque de vision! » dénonce Azélie Rocray, coordonnatrice de la Table citoyenne. Cette réserve est un investissement: ces terrains sont réservés, en attente d'être revendus à des développeurs de logements sociaux. Malheureusement, plusieurs terrains dorment actuellement dans cette réserve en attente d'un financement structurant du gouvernement provincial.

La clé: le logement social!

Pendant ce temps, la crise du logement continue de prendre de l'ampleur d'une année à l'autre: « Sur la majorité de notre territoire, 20% à 60% des ménages vivent des besoins impérieux en matière de logement, alors qu'on enregistre une augmentation du coût du loyer moyen de 15% en Basse-Ville de Québec depuis l'an dernier seulement » dénonce Azélie Rocray. Développer le logement social, c'est-à-dire les coopératives et OSBL d'habitation de même que les logements publics (HLM), est le seul moyen viable à long terme pour freiner l'augmentation du coût des loyers et pour garantir des logements décents à tous ceux et celles qui en ont besoin.

Les gouvernements doivent agir maintenant!

Depuis l'abolition du programme Accès Logis en 2023 par la CAQ, il est plus difficile que jamais de construire des nouveaux logements sociaux. Le gouvernement du Québec doit se doter d'un programme de subvention **dédié** au logement social; il doit se doter d'**objectifs chiffrés** de développement et **mobiliser toutes les ressources nécessaires** (fonds publics, terrains, prêts) afin de doubler le nombre de logements sociaux disponibles sur le marché.

Pour sa part, la ville de Québec dispose de plusieurs leviers pour promouvoir le développement de logement social et freiner la spéculation immobilière, elle doit les utiliser! « La ville doit d'une part **doubler les montants octroyés à sa réserve foncière** et **exercer son droit de préemption** sur toutes les RPA et les maisons de chambre de nos quartiers, afin de protéger de l'éviction ces populations particulièrement vulnérables » réclame Azélie Rocray. Concernant le terrain visé par l'action d'aujourd'hui, la Table citoyenne reste à l'affût et sera prête à se mobiliser si un nouveau projet gentrificateur s'annonce : **Ce terrain ne doit pas être le prochain «ilot Dorchester»!**